

# MEXIQUE



# MEXIQUE

*Au printemps 2007, le numéro 2 de « Solidaires international » avait déjà consacré un petit dossier au Mexique, disponible en ligne sur [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org). Il comportait notamment quelques repères généraux sur ce pays, un article sur le syndicalisme et un compte-rendu de voyage en terre zapatiste. Une partie des précisions concernant notamment les organisations syndicales et politiques ne sont pas reprises dans les deux textes qui suivent.*

## 1. LA REBELLION ZAPATISTE

par Pascal Devernay

### UNE REVOLTE QUI VIENT DE LOIN

#### La « découverte » de l'Amérique.

En 1492, l'Europe « découvre » un nouveau continent qu'elle appellera plus tard Amérique, du nom d'un navigateur italien Américo Vespucci. Mais Christophe Colomb croyant être arrivé aux Indes nommera les premiers habitants qu'il rencontrera des Indiens.

Les Conquistadors (conquérants) espagnols et portugais sont à la recherche d'épices rares et d'or et d'argent. Ils vont se livrer à un pillage effréné des richesses et à une exploitation dont la conséquence sera l'extermination des populations autochtones. Ce sont ces richesses ramenées en Europe, des tonnes d'or et des milliers de tonnes d'argent, qui accéléreront le développement de l'industrie et du capitalisme.

Pour les millions d'habitants de l'Amérique, la conquête sera un cataclysme aux conséquences catastrophiques : assassinats en masse, épidémies, expropriation des terres cultivables, exploitation féroce dans les mines ou les haciendas (propriétés des colons), évangélisation forcée. Le travail dans les mines fut particulièrement mortifère : le seul site de Potosí, en Bolivie, a fourni à l'Europe en un siècle et demi 16 millions de kilos d'argent ; dans le même temps y sont morts 8 millions d'Indiens.

Dans les sociétés coloniales qui se mettent en place, les indigènes sont victimes d'un racisme qui perdure encore aujourd'hui et qui les met tout en bas de la hiérarchie sociale.

#### Le Mexique indien.

Au Mexique, à l'arrivée de Hernán Cortez, des centaines de peuples vivent du nord au sud du pays. Les Aztèques sont le peuple en pleine expansion qui contrôle la vallée de México (Tenochtitlán à l'époque) et étend son emprise jusqu'au Yucatán au Sud. Au Yucatán et au Chiapas voisin vivent les

nombreux groupes mayas dont la culture est en décadence depuis trois siècles. A l'ouest, sur la côte pacifique, s'était développée la civilisation zapotèque.

Au nord, les tribus yaquis et apaches nomadisent dans des territoires arides et montagneux.

Les conquérants espagnols vont détruire l'empire aztèque et s'emparer des territoires mayas.

De nombreux mayas fuient vers les montagnes du Chiapas où ils résisteront longtemps aux soldats envoyés pour les soumettre.

### **L'indépendance et la révolution.**

En 1810 commence la guerre d'indépendance qui s'achèvera en 1821 par le traité de Córdoba et en 1824 par le vote de la constitution qui consacre la création de la république fédérale du Mexique.

En 1910, après 30 ans de dictature de Porfirio Díaz, éclate une révolution menée par des représentants de la bourgeoisie libérale mais d'où émergent des leaders populaires, Pancho Villa au Nord et Emiliano Zapata au Sud. C'est au sein de l'armée de libération du Sud, la plus indienne, que seront élaborées les revendications sociales les plus radicales, dans le « plan d'Ayala ». Ce plan prévoit non seulement de donner la terre à ceux qui la travaillent, mais aussi de respecter la tradition indienne de propriété communautaire. Dans l'Etat de Morelos, au cri de « Tierra y Libertad » (La terre et la liberté) l'armée paysanne exproprie les terres des riches propriétaires pour les remettre aux villages, exproprie les entreprises sucrières.

Mais, petit à petit la bourgeoisie avec l'appui des Etats-Unis voisins va reprendre le contrôle du pays et assassiner les leaders révolutionnaires, Zapata le 10 avril 1919, Villa le 20 juillet 1923.

Pour les communautés indigènes du sud du Mexique l'indépendance et la révolution ne changèrent pas fondamentalement leurs conditions d'existence. La tempête révolutionnaire de 1910 n'atteignit que peu le Chiapas où régnaient en maître les propriétaires terriens ladinos (métis).

### **L'Amérique centrale en ébullition.**

Dans les années 1970, 1980, plusieurs pays d'Amérique centrale comme le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala sont secoués par des révoltes et des révolutions. Au Guatemala, pays limitrophe du Mexique, de nombreux indigènes rejoignent les guérillas de gauche alors que l'armée se livre à une politique de terreur et multiplie les massacres.

### **Le Mexique livré au libéralisme.**

Depuis les années 1920, le pays était dirigé par le « Parti révolutionnaire institutionnel » (PRI) qui occupait tous les rouages de l'état. La politique de ce parti a pris un cours de plus en plus libéral en se rapprochant de son puissant voisin et faisant siens les dogmes du FMI. Le 1er janvier 1994, l'accord de libre échange (l'Alena) signé entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique entre en vigueur.

Ce même jour une mystérieuse armée zapatiste de libération nationale (EZLN), inconnue jusque là, occupe sept municipalités de l'Etat du Chiapas et déclare la guerre au gouvernement du Mexique.

## LES ORIGINES DE L'EZLN

Les débuts de l'EZLN, racontés par les leaders eux-mêmes, tiennent beaucoup du mythe fondateur. En 1983, un groupe de quelques militants révolutionnaires s'enfoncent dans les forêts du Chiapas. Ils fondent « l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional » (EZLN). Pendant plusieurs années ils vont vivre dans la clandestinité et l'isolement, avant de rencontrer des communautés indiennes mayas qui se sont installées dans la forêt. En effet, le manque de terre et l'augmentation de la population ont poussé de nombreux indigènes à quitter leurs communautés d'origine pour s'installer dans les forêts et défricher de quoi cultiver le maïs et le café.

Ces communautés doivent subir les attaques des gardes blancs envoyés par les grands propriétaires terriens et ne peuvent compter sur la police pour les défendre ; c'est au contact de ces communautés que le noyau guérillero va évoluer, intégrant les pratiques traditionnelles des assemblées villageoises et des responsables qui doivent commander en obéissant (à la communauté).

Peu à peu l'organisation zapatiste se construit autour des bases d'appui, les familles et les villages qui se sont déclarés zapatistes. L'EZLN comprend une force permanente mais aussi des miliciens qui, tout en continuant à travailler, sont mobilisables à tout moment.

Chaque milicien doit acheter lui-même son arme et l'EZLN déclare n'avoir jamais reçu d'aide d'autres mouvements. Parmi les militants zapatistes, le rôle de l'Eglise catholique et, notamment, des catéchistes indiens influencés par la théologie de la libération est certainement important.

L'anniversaire de la « découverte » de l'Amérique en 1989 est l'occasion, pour les associations indiennes, de revendiquer au grand jour et de manifester dans les rues de San Cristóbal de las Casas, la grande ville du Chiapas.

A Mexico, le président Salinas de Gortari prépare une loi qui prévoit la possibilité de vendre les terres communales en lopins individuels. Ces terres communales, un des acquis de la révolution, sont un obstacle à la privatisation de la terre et empêchent les grands propriétaires et les entreprises d'acquérir de nouveaux territoires. Dans les communautés zapatistes, cette loi est considérée comme un arrêt de mort pour les paysans indiens. Elle va pousser à la rébellion ouverte contre le gouvernement fédéral.

Pendant plusieurs mois, les communautés débattent et chacun, homme, femme, adolescent ou vieillard, vote pour ou contre le soulèvement armé. La décision de l'insurrection est un quitte ou double où les zapatistes ne prévoient que deux issues, l'écrasement militaire ou un soulèvement général du peuple mexicain.

## YA BASTA! (ÇA SUFFIT MAINTENANT !)

### La guerre

Le 1er janvier 1994, l'EZLN occupe sept municipalités du Chiapas. Des milliers d'hommes et de femmes, armés de bric et de broc, le visage masqué par un foulard ou un passe-montagne surgissent de nulle part, à la surprise totale du gouvernement et de l'armée. Dans chaque mairie un militant lit la Première déclaration de la forêt lacandone qui s'adresse au peuple mexicain et réclame les droits

au travail, à la terre, au logement, à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à l'indépendance, à la liberté, à la démocratie, à la justice et à la paix.

Le 2 janvier, les insurgés commencent leur repli, tandis que l'armée occupe le terrain. Du 2 au 12 janvier, une série de combats se déroulent entre l'armée fédérale et l'EZLN. Les troupes gouvernementales répriment violemment l'insurrection, multipliant les exactions contre la population.

Mais s'il n'y a pas de révolte généralisée au Mexique, une formidable mobilisation nationale et internationale exige une solution négociée. 100 000 manifestants défilent à Mexico alors que le président de la république déclare un cessez-le-feu immédiat.

Les insurgés ont alors l'intelligence de saisir l'opportunité qui leur est offerte et proposent d'ouvrir des négociations. Renonçant à la voie armée qu'ils préparaient depuis 10 ans, ils optent pour la parole et la confrontation avec cette société civile qui les soutient sans vouloir recourir aux fusils.

### LE SOUS-COMMANDANT INSURGE MARCOS

**Dès le premier jour de l'insurrection paraît un personnage qui va devenir le plus emblématique de l'EZLN, le Sous-commandant insurgé Marcos. Il est le porte-parole du commandement général de l'armée et sous-commandant car « les commandants sont des hommes et des femmes indigènes qui viennent des communautés ». Maniant l'humour et l'autodérision, passant du discours politique au parler le plus familier, écrivain, conteur, il entretient avec les médias et les intellectuels des relations épistolaires régulières à partir de 1994.**

**Il était l'un des premiers guérilleros qui se sont enfoncés dans la forêt. En 1996, le gouvernement a prétendu connaître son identité, qui n'a jamais été confirmée et n'a de toute façon aucune d'importance.**

**Reconnaisable à sa grande taille - les Mayas sont en général plutôt petits -, à sa sagoule, à sa pipe, il a acquis une stature internationale. Conscient des risques d'une trop grande personnalisation, il ne cesse de se démythifier. Lors de « l'autre campagne » où il a visité les différents états du Mexique, il se surnomme « le délégué zéro », chargé de préparer la visite des commandants zapatistes (« de choisir la sagoule la mieux adaptée à la chaleur »).**

### Les négociations

Du « Dialogue dans la cathédrale de San Cristobal » aux « Accords de San Andrés » les négociations connaîtront bien des péripéties. Les politiciens professionnels se retrouvent face à des représentants des communautés indigènes, parlant parfois difficilement l'espagnol, et qui respectent strictement le mandat qui leur a été confié. Pour le plus grand agacement des représentants de l'État, ils retournent devant les communautés à chaque étape de la négociation, pour leur soumettre les derniers développements et leur demander leur avis.

Finalement, en 1996, des accords reconnaissent les droits et cultures des indigènes, mais ces accords ne sont pas ratifiés par le gouvernement en place. L'année 2000 est celle de la chute du PRI qui perd l'élection présidentielle au profit du

candidat du Parti d'Action Nationale (PAN), Vicente Fox, qui promet de régler la question zapatiste en « un quart d'heure ». Début 2001, une délégation zapatiste parcourt le Mexique, c'est la « Marche de la couleur de la terre ». A Mexico, la commandante Esther prend la parole à la tribune du Congrès et exige la ratification des accords de San Andrés. Mais l'ensemble de la classe politique, de la droite à la gauche, trahit ses engagements et vote une loi qui dénature totalement les accords. De cette trahison, les zapatistes tireront toutes les conséquences en rompant toute relation avec la classe politique.

### **Le temps zapatiste**

Après leur rupture avec les partis politiques, l'EZLN est restée quatre ans silencieuse. C'est que depuis le début de la lutte, le temps zapatiste n'est pas le temps des médias ou des politiques. Les décisions doivent être élaborées, discutées, testées, modifiées si nécessaire, votées, pour parvenir au consensus du plus grand nombre. Et même ainsi, la position des minoritaires n'est pas rejetée, elle reste toujours une possibilité. Depuis cinq cents ans les mayas mènent un combat contre l'oubli, contre la disparition de leur culture, de leurs communautés. Alors, on peut parfois s'agacer de certaines lenteurs, du maintien des grades, des saluts au drapeau mexicain et à l'hymne national conjointement à l'hymne zapatiste dans une "armée" qui refuse le recours aux armes, qui ne veut surtout pas prendre le pouvoir et n'aspire qu'à disparaître. On peut trouver leur discours un peu langue de bois, à l'exception de ceux de Marcos, mais il ne faut pas oublier que l'Espagnol n'est qu'une seconde langue, celle du patron et de l'opresseur. Depuis quatorze ans qu'ils se sont soulevés, les zapatistes ont fait la preuve qu'ils savaient évoluer, changer, à leur rythme, sans jamais se trahir, ni se rendre ni se vendre.

### **VIVRE, PAS SURVIVRE : LA CONSTRUCTION DE L'AUTONOMIE**

En 1995, l'armée a tenté une offensive militaire qui a échoué lamentablement et a permis aux zapatistes d'occuper un territoire où va pouvoir se construire « l'autonomie ».

Pour les dizaines de milliers d'indigènes zapatistes il ne peut être question de revenir en arrière, avant le soulèvement de 1994.

Sur les terres « récupérées » aux grands propriétaires terriens, ou appartenant à l'État, des centaines de communautés décident de s'auto-organiser. Depuis 2003 elles se sont réparties entre cinq régions appelées Caracoles (escargots). Des « autorités » civiles élues au sein des communautés, les « conseils de bon gouvernement », sont chargées d'aplanir les difficultés entre les villages et de coordonner les efforts. L'EZLN affirme qu'elle n'intervient d'aucune façon dans l'organisation de l'autonomie des communautés zapatistes, les membres de l'armée ne pouvant par exemple postuler à une responsabilité civile.

Les zapatistes mettent en place un système de santé qui repose sur des « promoteurs de santé » qui se préoccupent de la santé publique comme de l'hygiène. Plusieurs cliniques sont créées où les soins sont gratuits. Sans rejeter la médecine occidentale (des ambulances offertes par le mouvement de solidarité italien peuvent transporter les malades dans les hôpitaux les plus proches), ils

valorisent la médecine traditionnelle et notamment les herbes médicinales. Les zapatistes ouvrent des écoles pour donner « une autre éducation ». L'enseignement dispensé par les « promoteurs d'éducation » se fait dans la langue natale des enfants mais comprend aussi l'apprentissage de l'espagnol. L'autre éducation « exalte les valeurs de l'être et non de l'avoir » et « encourage l'amour de la connaissance ». Les matières de bases sont les langues, les mathématiques, l'histoire, la vie et l'environnement et l'intégration où se combine la connaissance de ces quatre domaines.

En territoire zapatiste, ce sont les « autorités » qui rendent la justice. Elles agissent comme des médiateurs entre les parties en cause. En cas de délit, pas de prison, mais des travaux d'intérêt collectif. Evidemment, il est toujours possible d'échapper à la sanction en quittant le territoire zapatiste, ce qui arrive parfois, mais il faut alors renoncer à l'appartenance à la communauté.

Sur les terres récupérées, le travail se fait en commun. Des collectifs cultivent le maïs, les haricots, le café. Le café est, avec l'artisanat, le seul produit d'exportation des zapatistes.

Les zapatistes ont aussi créé des coopératives de vente, de transport et même une coopérative de scooters taxi.

Pour contrer les réalisations zapatiste, l'État propose des subventions aux villages, construit des routes où circulent des patrouilles militaires, propose à la vente les terres des communautés zapatistes.

### **LES FEMMES DANS LA REBELLION**

**Dès le début de l'EZLN, des femmes ont revendiqué leur place dans l'organisation. En 1994, en même temps que la Première déclaration de la forêt lacandone, l'EZLN publie la loi révolutionnaire sur les femmes qui liste les revendications prioritaires des compañeras :**

- . **droit de participer à la lutte révolutionnaire,**
- . **droit au travail, à la santé, à l'éducation,**
- . **droit de choisir son conjoint sans être contrainte au mariage, interdiction des maltraitements physiques et reconnaissance du viol comme un délit grave**
- . **droit à décider du nombre d'enfants qu'elles désirent**
- . **droit à occuper les postes de direction dans l'EZLN**
- . **interdiction de la production et consommation d'alcool et stupéfiants en territoire zapatiste (l'alcoolisme, en particulier à base d'alcools frelatés, était responsable d'une grande partie des violences, notamment conjugales)**

**Miliciennes, commandantes, elles prennent aussi une place de plus en plus importante dans le fonctionnement des communautés comme promotrices de santé ou d'éducation ou membres des conseils. Dans une société traditionnellement machiste où la femme n'a pas droit à la parole, les femmes indigènes on su s'imposer comme une composante essentielle de la lutte.**



### La sixième Déclaration de la forêt lacandone et « l'autre campagne »

Mais la construction de l'autonomie dans les forêts du Chiapas n'a pas fait renoncer les zapatistes à leur désir de construire des rapprochements avec les autres mouvements sociaux du Mexique comme du reste du monde.

En Août 2005, l'EZLN publie la sixième Déclaration qui tire le bilan des onze années de luttes depuis le soulèvement. Elle propose de rencontrer partout dans le pays les organisations paysannes, ouvrières, indigènes, pour construire « d'en bas et à gauche » une alternative au capitalisme. Comme elle l'avait fait lors des « rencontres intergalactiques » de 1996 et 1997, l'EZLN organise en territoire zapatiste trois rencontres internationales en 2007.

L'autre campagne permet à Marcos de parcourir les différents États du Mexique et de tisser des liens nouveaux, particulièrement avec les autres groupes indigènes. Mais la politique répressive du nouveau président de la république Felipe Calderón (dit « FeCal ») impose aux zapatistes de rentrer au Chiapas où des groupes paramilitaire se livrent à des provocations contre les communautés.

### UNE SOLIDARITE CONCRETE

La vente du café est l'un des seuls moyens de se procurer l'argent nécessaire pour financer les projets des communautés. En France plusieurs associations importent et vendent le café zapatiste. Depuis 2007, l'Union Solidaires s'est adressé à une association parisienne, *Café solidaire*, pour proposer à ses syndicats d'acheter du café. 1 000 paquets en 2007, 1 750 en 2008 ont ainsi été commandés. L'association *Café solidaire*, composée de bénévoles proches du CSPCL (Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte) pré-achète le café dès le mois de janvier. Il arrive en juin au Havre où il est torréfié, moulu et empaqueté. Tous les bénéfices sont ensuite reversés aux Conseils de bon gouvernement des cinq « caracoles » pour une répartition équitable.

YES! WE CAN MORE ENCORE!



Une histoire de Durito

## LES ZAPATISTES ET LES POMMES.

Par le Sous-commandant insurgé Marcos

Durito dit que la vie est comme une pomme. Il dit aussi qu'il y a ceux qui la mangent verte, ceux qui la mangent pourrie et ceux qui la mangent mûre. Durito dit qu'il y en a certains, très peu, qui peuvent choisir comment ils mangent la pomme : dans un splendide arrangement de fruits, sous forme de purée, de l'un de ces détestables (pour Durito) sodas à la pomme, de jus, de gâteau, de biscuit, ou sous toute autre forme que prescrit la gastronomie. Durito dit que les peuples indigènes se voient obligés de manger la pomme pourrie et qu'on impose aux jeunes la digestion de la pomme verte, qu'on promet aux enfants une superbe pomme alors qu'on les empoisonne avec les vers du mensonge, et qu'on dit aux femmes qu'on leur donne une pomme alors qu'on ne leur donne qu'une demi-orange.

Durito dit que la vie est comme une pomme.

Il dit aussi qu'un zapatiste, quand il se retrouve face à une pomme, ne fait ni une ni deux et la coupe en deux d'un coup précis.

Durito dit que le zapatiste n'essaie pas de manger la pomme, qu'il ne remarque même pas si la pomme est mûre ou pourrie ou verte.

Durito dit que, une fois la pomme à cœur ouvert, le zapatiste prend avec délicatesse les pépins, s'éloigne et laboure une parcelle de terre et les sème. Puis, dit Durito, le zapatiste arrose la pousse de ses larmes et de son sang, et veille à sa croissance.

Durito dit que le zapatiste ne verra même pas le pommier fleurir, encore moins les fruits qu'il donnera.

Durito dit que le zapatiste a semé le pommier pour qu'un jour, quand lui ne sera plus là, n'importe qui puisse cueillir une pomme mûre et être libre de décider s'il la mange dans un arrangement de fruits, sous forme de purée ou de l'un de ces détestables (pour Durito) sodas à la pomme.

Durito dit que la tâche des zapatistes est celle-ci : semer des graines et veiller à leur croissance. Durito dit que la tâche des autres êtres humains est de lutter pour être libre de choisir comment ils mangent la pomme qui viendra.

Durito dit que là est la différence entre les zapatistes et le reste des êtres humains : là où tous voient une pomme, le zapatiste voit une graine, s'éloigne et prépare la terre, sème la graine, en prend soin.

Sinon, dit Durito, les zapatistes sont pareils à tous les autres. A la rigueur plus laids, dit Durito, me regardant du coin de l'œil retirer ma cagoule.

**BIBLIOGRAPHIE**

Hernan Cortés : La conquête du Mexique

Éditions La découverte

*La relation de la conquête par le conquistador à l'empereur Charles Quint.*

Gérard Chaliand : Miroirs d'un désastre

Éditions Plon

*Chronique de la conquête espagnole de l'Amérique à partir des récits indiens.*

Bartolomé de Las Casas : Très brève relation de la destruction des Indes

Éditions La découverte

Adolfo Gilly : La révolution Mexicaine

Éditions Syllepse

*Une révolution interrompue, une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir.*

John Womack : Emiliano Zapata

Éditions La découverte

*Le meilleur ouvrage sur le leader révolutionnaire.*

Maurice Lemoine : Amérique centrale, les naufragés d'Esquipulas

Éditions L'atalante

*Trente ans de l'histoire récente de l'Amérique centrale par Maurice Lemoine, reporter et rédacteur au Monde Diplomatique.*

Sous-commandant Marcos : Ya Basta!

Éditions Dagorno

*La somme des communiqués de l'EZLN, les interventions, les lettres, les histoires du Sub.*

Sous-commandant Marcos, Yvon Le Bot : Le rêve zapatiste ,

Éditions du Seuil

*Récits et interviews réalisés en 1996.*

Carlos Montemayor : La rébellion indigène du Mexique

Éditions Syllepse

*Analyse des luttes indigènes et de la guérilla. L'auteur est écrivain et journaliste à La Jornada le quotidien de gauche au Mexique.*

Nadège Mazars, Damien Fellous : Et la forêt se déplaça

Éditions Noesis

*Récit et photos de la Marche de la couleur de la terre.*

Jérôme Baschet : La rébellion zapatiste

Éditions Flammarion

*Une analyse récente de l'EZLN.*

Gloria Munoz Ramirez : 20 et 10, le feu et la parole

Éditions Nautilus

*Gloria Munoz Ramirez a partagé durant plusieurs années la vie des communautés zapatistes. Elle revient sur l'histoire de l'EZLN depuis sa création.*

Marcos : Mexique calendrier de la résistance sous-commandant insurgé

Éditions rue des cascades

*Un long texte de Marcos sur les mouvements sociaux au Mexique.*

Raul Ornelas Bernal : L'autonomie zapatiste, axe de la résistance

Éditions rue des cascades

*Essai sur la construction de l'autonomie.*

Paco Ignacio Taibo II, sous-commandant Marcos : Des morts qui dérangent

Éditions Rivages Thriller

*Polar écrit conjointement par Marcos et Paco Taibo.*

**\* Pascal Devernay est postier et militant de Sud-Ptt 76**

<sup>1</sup> Cliquer sur la rubrique « International » ou directement sur <http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/mexique/mexique.html>

## 2. SYNDICALISME MEXICAIN : ÇA BOUGE !

PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE DE SUD-EDUCATION

*Solidaires international publiait dans son n° 2 (printemps 07) un article de Michel Husson, disponible notamment en ligne<sup>1</sup>, intitulé Syndicalisme mexicain : la lente sortie du corporatisme. Eh bien, de ce côté, les choses s'accélèrent. Deux facteurs de nature très différente y contribuent chacun à sa façon. Le premier est une récente décision de la Cour Suprême de Justice de la Nation (SCJN), qui tranche dans un sens favorable à l'indépendance syndicale une ambiguïté de la législation sociale mexicaine. Le second est le rejet massif qu'a soulevé chez les enseignants l'Alliance pour la qualité de l'éducation (ACE) signée entre le gouvernement et Elba Esther Gordillo Morales, dirigeante à vie (mais si, vous avez bien lu !) du puissant Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE).*

### UN VERROU A SAUTE

Dans le premier encadré de son article déjà cité, Michel Husson écrivait très bien : « Dans ce schéma [corporatiste], les organisations syndicales remplissent une fonction importante de contrôle social sur l'ensemble de la classe ouvrière. L'efficacité de ce contrôle est assurée par divers dispositifs, notamment la clause qui accorde au syndicat majoritaire la représentation exclusive des travailleurs et le monopole d'embauche dans la plupart des cas ».

Cette vieille pratique instituée par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (sic), du temps où, parti-Etat, il contrôlait toute la vie sociale — des syndicats aux clubs sportifs, des associations de parents d'élèves aux amicales de philatélistes —, n'est pas remise en cause par la Cour Suprême dans son arrêt du 10 septembre 2008. En revanche, celui-ci précise un aspect important de son application : la désignation du syndicat majoritaire dans l'entreprise doit se faire à bulletins secrets. Or, cela change bien des choses.

Jusqu'ici ce vote, qui a lieu à l'ouverture de l'entreprise et qui doit être renouvelé périodiquement, se passait presque partout à main levée, en présence des dirigeants syndicaux sollicitant les suffrages des employés, et aussi du patron. On imagine sans peine la pression exercée sur les travailleurs : tous les syndicats officiels disposent de fortes équipes de gros bras, qui n'hésitent pas à trancher les différends internes à coups de poings, de battes de base-ball, de barres de fer, voire de machettes et de pistolets ; et si on était assez courageux pour braver ce risque, on courait également celui de perdre son emploi, puisqu'il va sans dire que bonzes syndicaux et patrons s'entendent comme larrons en foire.

Depuis l'offensive néolibérale, qui avait déjà commencé avant la fin de l'État-PRI, sous les présidents Salinas de Gortari (1988-1994) et Zedillo (1994-2000), cette pra-

tique a d'ailleurs favorisé l'apparition de syndicats « maison ». Ceux-ci n'ont même plus le caractère respectueusement revendicatif de la tradition corporatiste de la CTM (Confédération du Travail mexicaine, le « secteur ouvrier » du PRI). Il s'agit de ce que les Mexicains appellent des syndicats blancs et qu'en France on appellerait jaunes, purs et simples organes de police patronale comme a pu l'être la CFT chez Simca il y a quarante ans.

L'arrêt de la Cour Suprême a changé la donne. Bien sûr, tout reste à faire. Les syndicats indépendants doivent maintenant convaincre les travailleurs qu'ils sont décidés à les défendre jusqu'au bout, et non qu'ils cherchent seulement à changer de maître. Les organisations regroupées dans le Front Syndical Mexicain (FSM) autour du combatif Syndicat Mexicain des Électriciens (SME) donnent des gages de ce côté. En revanche, c'est plus ambigu en ce qui concerne l'Union Nationale du Travail (UNT), qui se serait bien vue dans le rôle de nouvel interlocuteur privilégié du pouvoir lorsque celui-ci est passé du PRI au PAN (Parti d'Action Nationale, droite libérale et catholique) en 2000. Si la chose ne s'est pas faite, c'est parce que le syndicalisme charro traditionnellement lié au PRI (voir plus bas) a été plus rapide à cirer les célèbres santiags du président Fox ; on a vu alors que ce qui était dans la nature profonde du syndicalisme charro, c'était son inféodation au pouvoir, quelle qu'en soit l'étiquette politique. Quant à l'UNT, elle doit encore faire la preuve que la défense des salariés est sa principale préoccupation. Mais il est indéniable qu'un verrou a sauté, et que le développement d'un syndicalisme indépendant du pouvoir et du patronat devient enfin possible.

## **DU RIFIPI CHEZ LES PROFS**

### **Le SNTE, modèle de syndicat *charro***

Pour comprendre le séisme qui est en train de secouer le monde enseignant et syndical mexicain, il faut d'abord donner une idée de ce qu'est le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE). Dans l'éducation primaire et secondaire comme dans les autres secteurs, le syndicat majoritaire dispose de fait du monopole d'embauche. C'est lui qui gère la caisse de retraite, la caisse de sécurité sociale, sans parler de nombreux autres services (aide au logement...). Il ne s'agit pas de mutuelles complémentaires, mais des caisses elles-mêmes ; autrement dit, si on est enseignant et qu'on veut la sécu, par exemple, il faut la carte du SNTE. Cela n'est plus la règle absolue depuis le transfert partiel de la gestion de l'éducation aux États en 1992 ; certains rares États ont alors permis la naissance de syndicats locaux auxquels ils ont confié la gestion de la sécurité sociale. Mais cela reste quand même le cas le plus général.

Le SNTE peut servir de modèle pour exposer ce qu'est le syndicalisme charro dont on parlait plus haut. Disons d'abord que le mot charro, intraduisible, désigne au départ le dresseur de chevaux, fin cavalier et habile au lasso, l'Emiliano Zapata d'avant la Révolution, en somme. Il en est venu ensuite à signifier « ce qui est profondément et typiquement mexicain » ; le costume obligatoire des orchestres

de mariachis, par exemple, s'appelle « costume *charro* ». Et puis l'humour populaire a appliqué le terme, par dérision, à ce qui est typiquement mexicain dans le plus mauvais sens de l'expression...

Avec son million et demi d'adhérents, le SNTE est le syndicat le plus puissant d'Amérique dite latine. Sa fondation en 1943, après une longue série de luttes enseignantes, s'est faite à l'initiative... du ministre de l'Éducation de l'époque ! Ce détail en dit déjà long sur le rôle que le parti-État comptait faire jouer à ce syndicat. Depuis 1949, trois personnes ont dirigé le syndicat, officiellement ou depuis les coulisses quand les statuts ne permettaient plus leur réélection : Jesús Robles Martínez de 1949 à 1971 ; puis Carlos Jongitud qui, avec l'appui du président de la République Luis Echeverría, a déposé, pistolet en main, son prédécesseur ; et depuis avril 1989, suite à un nouveau putsch interne suscité par le président Salinas, Elba Esther Gordillo Morales.

Celle-ci a trouvé moyen de contourner la clause qui limitait le nombre de réélections possibles pour un-e secrétaire général-e : elle a créé pour son propre usage en 2004 le poste de presidenta ejecutiva vitalicia, présidente exécutive à vie.

On aura remarqué dans ce qui précède la proximité — fusionnelle ! — de la direction du SNTE avec le pouvoir politique. Or, en 2000, le PRI a perdu le pouvoir au profit du PAN. C'est sans doute ce qui explique qu'en 2004, Elba Esther Gordillo ait quitté le PRI pour fonder son propre parti, le Parti Nouvelle Alliance (PANAL). Il est vrai que son ego envahissant et son autoritarisme l'avaient rendue insupportable même dans le PRI, où elle exerçait pourtant de hautes fonctions : elle était jusqu'en 2004 "chefe" de son groupe parlementaire. Mais avoir son propre parti, même petit, lui laisse les mains libres pour s'allier tantôt avec le PRI, tantôt avec le PAN et faire sentir aux deux son éventuel pouvoir de nuisance.

Ajoutons encore que d'après des estimations il rentre au bas mot 60 millions de dollars de cotisations tous les ans dans les caisses du SNTE. Comme la transparence n'est pas le fort de ce syndicat, on ignore absolument tout de leur utilisation, mais on peut supputer qu'une partie au moins sert à financer le PANAL, et constater que Gordillo, au départ simple professeure de collège, fait aujourd'hui partie des plus grosses fortunes du Mexique...

Les « pratiques peu transparentes » (litote !) ne sont d'ailleurs pas réservées au sommet de la hiérarchie syndicale. Petits chefs et simples hommes de main en profitent aussi. Il y a d'abord les déchargés qui travaillent pour le syndicat, ce qui n'est pas choquant en soi, même si leur nombre est nettement plus élevé que dans la plupart des pays. Mais on a aussi une quantité, impossible par définition à déterminer de façon certaine, d'« égarés » ou « aviateurs ». Ils pourraient être plus de 20 000. Il s'agit de gens employés par l'Éducation nationale, qui touchent régulièrement leur salaire, mais dont personne ne peut dire ce qu'ils font ni où ils sont ; pas en classe en tout cas. Plusieurs cas sont possibles : cela peut être un beau-frère ou un cousin que le responsable de la section syndicale a fait inscrire sur la liste du personnel, par sens de la famille, alors qu'il ne travaille pas du tout dans l'éducation ; ce sont aussi, plus souvent, les membres du service d'ordre du syndicat, ou même du PANAL, prêts à intervenir à tout moment aux quatre coins

du pays, qui ont toujours joué un rôle déterminant dans la démocratie interne selon Gordillo. Ces petites ou grosses arnaques constituent un véritable système mafieux qui assure à la présidente à vie la fidélité des membres de l'appareil : si elle coule, leurs petites combines coulent avec elle.

### **Une opposition, malgré tout.**

On aura aisément compris que, face à un tel rouleau compresseur, s'affirmer opposant à la direction confine à l'héroïsme. Cela revient à abandonner tout espoir de bénéficier de l'aide au logement, par exemple. Mais c'est aussi s'exposer à perdre son emploi, quand ce n'est pas sa vie : depuis un quart de siècle, au moins 150 enseignants opposés à la direction du syndicat ont été assassinés ou ont disparu ; certains avancent même le chiffre de 500.

Et pourtant, cette opposition existe. Dans quelques États, elle est sortie du SNTE et s'est regroupée dans des syndicats locaux ; c'est ainsi dans le Guerrero ou en Basse-Californie, entre autres, et c'est ce qui semble être en train de se passer au Chiapas. Mais dans d'autres, elle a réussi à s'implanter durablement à l'intérieur même du SNTE. C'est le cas de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE), fondée en 1979 devant l'incapacité de la direction du SNTE à faire aboutir des revendications salariales indispensables (les enseignants de l'époque devaient avoir un deuxième emploi s'ils voulaient couvrir leurs besoins vitaux).

La CNTE est présente en pas mal d'endroits de façon minoritaire ; elle a alors bien du mal à peser sur le cours des choses, le respect des minorités n'étant pas vraiment la caractéristique principale de l'appareil du SNTE. Mais elle a aussi réussi à conquérir et conserver la direction de quatre des 59 sections, dont la célèbre 22ème section de l'État d'Oaxaca (70 000 affiliés) qui a été le moteur de la création de l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO) et de la « Commune d'Oaxaca » en 2006.

Récemment (juillet 2008), la direction a réussi par une piteuse manœuvre à reprendre à la CNTE le contrôle de la 9ème section (l'une des deux du District Fédéral) : l'immense majorité des délégués a été tenue à l'écart pendant que le congrès se tenait clandestinement dans un lieu autre que celui prévu au départ ; la salle était bien entendue bourrée de gros bras d'Elba Esther. Les délégués ont décidé alors de tenir leur propre congrès et ont élu une autre direction, CNTE celle-là. L'affaire est devant les tribunaux, mais la justice mexicaine ne s'est jamais distinguée par son impartialité...

### **La goutte qui fait déborder le vase**

Il y a un an et demi, déjà, les enseignants et les autres fonctionnaires avaient eu un motif de grosse colère. En mars 2007, le gouvernement avait fait passer au parlement par procédure rapide, sans débat, une réforme des retraites des fonctionnaires, qui les rapprochait ainsi du système déjà imposé au secteur privé. Il s'agissait de transférer les retraites des travailleurs de l'État à des fonds de pension. Dans un premier temps, pour trois ans, serait créé un fonds de pension public qui, après cette étape transitoire, remettrait l'ensemble aux fonds de pension privés. Or on



avait déjà vu avec les retraites du privé que ce système aboutissait à reculer l'âge de la retraite, parfois de plus de dix ans, et à réduire très significativement le niveau des pensions. Cerise sur le gâteau : pour les trois ans de transition, l'administration du provisoire fonds de pension public serait confiée aux responsables des principaux syndicats de fonctionnaires : Joel Ayala, dirigeant de la Fédération Syndicale des Travailleurs de l'État (FSTE) et Elba Esther Gordillo, présidente du SNTE. La complicité dans ce hold-up des responsables du syndicalisme charro ne faisait donc pas le moindre doute. Cela avait débouché sur tout un printemps de luttes, à l'appel principalement de la CNTE et du FSM (voir plus haut). L'UNT, qui faisait pourtant partie du Comité National de Grève appelant à la lutte, avait été bien peu présente sur le terrain. Le mouvement s'était traduit par une multitude d'actions diverses : planton (piquet ou campement permanent, de jour et de nuit) devant le siège de la caisse de retraite, « visites de courtoisie » à différentes administrations et organismes patronaux, dont la Bourse, et bien entendu plusieurs journées de grève. L'indéniable succès de ces journées, notamment celle du 1er juin 2007, avait mis en évidence que la consigne de grève lancée par la CNTE avait été suivie bien au-delà de ses propres rangs. Ainsi la 36ème section (de la Vallée de Mexico), qui était en principe « tenue » par la direction du SNTE, avait participé massivement au mouvement ; cela lui avait valu les foudres de la présidente, qui avait envoyé ses gros bras tabasser les manifestants.

Et voilà qu'à présent, depuis la rentrée scolaire le 18 août dernier, le monde de l'éducation est à nouveau en effervescence. Dans plusieurs États (Morelos, Quintana Roo, Guerrero, Veracruz, Puebla, Hidalgo, Coahuila, Basse-Californie Sud, pour en citer quelques-uns) la rentrée n'a pas eu lieu à la date prévue pour cause de grève. Si on excepte le Guerrero, aucun de ces États n'était jusqu'ici un bastion de l'opposition syndicale. Dans le Quintana Roo, le Comité de Lutte Enseignant a pris la tête du mouvement et déclaré caduque la direction formelle du syndicat ; il a accepté de reprendre les cours le 23 septembre pour ne pas trop pénaliser les élèves, mais il a affirmé qu'il ne s'agissait que d'une « trêve de 90 jours » à la fin de laquelle le mouvement repartira si rien n'est réglé d'ici-là.

À l'heure où ces lignes ces lignes sont écrites, plus d'un mois après la rentrée, les cours n'ont toujours pas repris dans l'État de Morelos : 23 000 enseignants, sur les 25 000 que compte cette 19ème section tenue en principe par la direction du SNTE, sont en grève illimitée depuis le 18 août. Or il s'agit d'une grève illégale (« inexistante », dit plaisamment la loi mexicaine) ; les grévistes prennent donc le risque de la révocation, ce qui en dit long sur leur détermination.

La cause de tout cela, on le disait en introduction, est la signature par le gouvernement et Elba Esther Gordillo de l'Alliance pour la qualité de l'éducation (ACE), réforme inspirée par les consignes du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OCDE, ce qui lui donne des contours qui nous sont assez familiers. Les seules nuances avec la politique de Darcos viennent d'une situation parfois différente au départ. Pour le reste, on y retrouve les réductions drastiques de postes, la mort annoncée des écoles normales, l'accent mis sur les « compétences » immédiatement utilisables par un employeur, donc périssables, et non plus sur les savoirs de fond, qui permettent au salarié de se reconvertir en cas de besoin...

La mesure-phare avancée sans cesse par le gouvernement vis-à-vis de l'opinion publique, de façon assez intelligente, est la fin d'un privilège exorbitant obtenu jadis par le SNTE : dans certains cas, à la fin de leur carrière, des enseignants pouvaient « léguer » leur poste à leurs enfants, ou encore le « vendre ». Pour mettre fin à cela et assurer que le recrutement se fera dans la transparence, sur la base des réelles capacités professionnelles, il a instauré un concours. Mais qui croyez-vous qui contrôle ce concours et répartit les postes ? Le SNTE, pardii !

Le 23 septembre avait lieu la « journée de grève civique nationale » contre l'ACE. Aux sections déjà citées se sont ajoutées de nouvelles, pas plus acquises au départ à l'opposition syndicale que les précédentes : Zacatecas, Vallée de Mexico, Querétaro, Guanajuato, sans parler du Michoacán et d'Oaxaca, vieux fiefs de la CNTE...

On aura compris que ce vaste mouvement de grèves et de luttes est dirigé autant contre la direction du SNTE que contre le gouvernement, ce qui est logique puisque leur politique en matière d'éducation est strictement la même. On ne peut prédire, bien entendu, sur quoi tout cela va déboucher. Mais ce qui est certain, c'est que, malgré tous les obstacles, la domination sans partage ou presque de Doña Perpetua est à présent fort chahutée. Le béton « elbiste » est en train de se fissurer et, dans un barrage, on sait ce que cela peut donner...

24 septembre 2008

PS : L'arrêt de la Cour Suprême dont il est question au début de cet article a déjà eu un effet. Des membres de la Coalition nationale des travailleurs pétroliers vont constituer un syndicat concurrent du Syndicat des travailleurs pétroliers de la République mexicaine (STPRM) dirigé par Carlos Romero Deschamps, autre modèle de syndicat charro. Cela arrive au moment où Romero, contre l'avis de la majorité des travailleurs du secteur, soutient le projet très contesté de « réforme pétrolière » du gouvernement, qui consiste, on l'aura deviné, en un début de privatisation rampante de la compagnie nationale PEMEX.

A la mi-octobre, la grève des enseignants du Morelos tenait toujours, au bout de 9 semaines. Si c'est le cas, c'est que les manœuvres du gouvernement pour essayer de monter les parents d'élèves contre les profs ont piteusement échoué. Comme l'expliquent les grévistes eux-mêmes, dans les communautés rurales, indiennes le plus souvent, l'institut est aussi médecin, psychologue, médiateur, bref, il est de la famille, et on le soutient sans faille. De plus, le gouvernement a cru pouvoir casser la grève en réprimant férocelement des piquets constitués essentiellement de parents qui bloquaient certaines routes importantes. Mercredi 8 et jeudi 9 octobre, des interventions de l'armée et de la police fédérale préventive à Xoxoctla et Amayuca ont fait des dizaines de blessés, il y a eu des arrestations, des disparitions et des cas de torture avérés. Tout cela n'a fait que renforcer le soutien à la grève de la population et aussi d'autres sections du SNTE. Le 14, une manifestation a réuni plus de 40 000 personnes à Cuernavaca, capitale de l'État. Les enseignants d'Oaxaca du Guerrero et du Michoacán sont à présent eux aussi en grève, des mouvements ont eu lieu dans de multiples États, et la CNTE appelle à une journée nationale de mobilisation aujourd'hui même.

Pendant ce temps, Elba Esther Gordillo réunissait d'urgence le samedi 11 octobre le Conseil National du SNTE, sans les délégués du Morelos qui ont refusé de s'y rendre. Elle a demandé le soutien total à l'ACE « ou je m'en vais », et insisté sur le fait que dans le Morelos, « le problème n'est pas syndical, mais politique et social ». Il semble qu'elle ait eu bien du mal à convaincre bon nombre de délégués, ébranlés non seulement par la lutte du Morelos, mais aussi par ce qui remonte de leur propre base. Et puis elle a commis une grosse gaffe qui a provoqué un scandale national : pour acheter les votes des délégués, elle a offert au 59 secrétaires généraux de section une luxueuse camionnette Hummer H3 ! Devant l'indignation que cela a soulevé dans le pays, elle a dû ensuite expliquer que non, on avait mal compris, les camionnettes étaient offertes aux sections pour organiser des tombolas, et ainsi récupérer de l'argent pour équiper les écoles qui en avaient le plus besoin... Tout ça sent la fin de règne.